

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19977 - 77ÈME ANNÉE

Rapport très inquiétant à la veille de la COP26 de Glasgow

Changement climatique : engagements toujours insuffisants des Etats pour sauver l'humanité

Alors que les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer drastiquement pour espérer éviter une catastrophe mondiale, le dernier rapport de la Convention cadre des Nations-Unies sur la changement climatique indique que les engagements des Etats conduiront à une hausse de 16 % de ses émissions en 2030 par rapport à 2010. Les pollueurs historiques, c'est-à-dire les anciennes puissances coloniales, sont interpellés : non seulement ils doivent arrêter de polluer l'atmosphère au plus vite, mais en plus ils doivent respecter leur engagement à verser chaque année 100 milliards de dollars dans un fonds de solidarité pour donner les moyens aux pays victimes de la colonisation de faire face aux conséquences d'une catastrophe dont ils ne sont en rien responsables.

La Convention cadre des Nations-Unies sur la changement climatique (UNFCCC) a publié hier une mise à jour de la synthèse des plans d'action climatique tels que communiqués dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays. La mise à jour des principales conclusions du rapport de synthèse confirme les tendances globales identifiées par le rapport complet, qui a été publié le 17 septembre 2021.

Le rapport de synthèse a été demandé par les Parties à l'Accord

de Paris pour les aider à évaluer les progrès de la lutte contre le changement climatique avant la COP26 en novembre à Glasgow, en Écosse. Cette mise à jour du rapport de synthèse est fournie pour garantir que les Parties disposent des dernières informations à prendre en compte lors de la COP26.

2,7 degrés au lieu de 1,5 degré : la catastrophe en marche

Le rapport mis à jour confirme que pour toutes les CDN disponibles des 192 Parties prises ensemble, une augmentation considérable, d'environ 16%, des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 2010 est attendue. La comparaison avec les dernières données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montre qu'une telle augmentation pourrait conduire à une augmentation de la température d'environ 2,7 degrés d'ici la fin du siècle.

Le GIEC a estimé que limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 degrés nécessite une réduction des émissions de CO₂ de 45% en 2030 ou une réduction de 25% d'ici 2030 pour limiter le réchauffement à 2

degrés. Si les émissions ne sont pas réduites d'ici 2030, elles devront être considérablement réduites par la suite pour compenser le lent démarrage sur la voie de zéro émission nette, mais probablement à un coût plus élevé.

Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de l'ONU Changements climatiques, a déclaré : « le message de cette mise à jour est fort et clair : les parties doivent redoubler d'urgence leurs efforts si elles veulent empêcher une augmentation de la température mondiale au-delà de l'objectif de l'Accord de Paris de bien en dessous de 2 degrés – idéalement 1,5 degré – d'ici la fin du siècle. Le dépassement des objectifs de température conduira à un monde déstabilisé et à des souffrances sans fin, en particulier chez ceux qui ont le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ce rapport mis à jour confirme malheureusement la tendance déjà indiquée dans le rapport de synthèse complet, à savoir que nous sommes loin de l'endroit où la science dit que nous devrions être », a-t-elle averti.

Les pays riches doivent respecter leur engagement

De nombreuses CDN de pays en développement contiennent des engagements conditionnels plus ambitieux de réduction des émissions, qui ne peuvent être mis en œuvre qu'avec un accès à des ressources financières améliorées et à d'autres formes de soutien. Le rapport suggère que la mise en œuvre complète de ces composants pourrait permettre un pic des émissions mondiales avant 2030.

« Cela souligne que les pays en développement ont besoin de financement un soutien financier, technologique et de renforcement des capacités pour accroître leur niveau d'ambition, tant en matière de réduction des émissions qu'en termes de renforcement de la résilience aux effets du changement climatique. L'engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 est essentiel pour renforcer l'action climatique des pays en développement. J'appelle les pays développés à remplir pleinement cet engagement lors de la COP26 », a déclaré Mme Espinosa.

Aggravation de la situation sanitaire malgré la vaccination

Covid-19 à La Réunion : 50 cas par jour les 4 derniers jours

Limiter la prévention de la COVID-19 à la vaccination ne suffit pas. C'est ce que rappelle l'aggravation de la situation sanitaire observée au cours des 4 derniers jours. « Cela constitue une sérieuse alerte et doit immédiatement se traduire par une remobilisation quant au respect des gestes barrières et du port du masque là où il est imposé (...) les gestes barrières doivent être appliqués par tous à tout moment afin de limiter la circulation du Covid et éviter tout rebond épidémique », souligne la Préfecture dans un communiqué commentant le dernier bilan hebdomadaire de l'épidémie.

« La semaine dernière, le nombre de cas a diminué très légèrement avec un taux d'incidence s'établissant à 26,9/100 000 habitants (contre 27,3 la semaine précédente). Les hospitalisations et l'activité en réanimation pour patients Covid-19 se stabilisent. Cette semaine, on déplore toutefois 2 décès liés à la Covid-19.

En revanche, alors que la semaine dernière, le nombre de cas s'établissait à 33 par jour, la moyenne de ces 4 derniers jours dépasse 50 cas par jour. Le principal vecteur de contamination mis en évidence par la cellule de traçage des cas contacts demeure les regroupements festifs familiaux. Cela constitue une sérieuse alerte et doit immédiatement se traduire par une remobilisation quant au respect des gestes barrières et du port du masque là où il est imposé.

La situation reste donc fragile dans l'île et la couverture vaccinale toujours insuffisante, puisque ce sont seulement 69,1 % des personnes éligibles (plus de 12 ans) qui disposent d'un schéma vaccinal complet à ce jour. Nous ne sommes donc actuellement pas suffisamment protégés au plan collectif.

Une poursuite de l'aggravation du nombre de cas dans les prochains jours entrainera inévitablement un retour des mesures de freinage.

Avec la reprise de la vie sociale, les gestes barrières doivent être appliqués par tous à tout moment afin de limiter la circulation du Covid et éviter tout rebond épidémique. Les autres mesures de prévention et de protection doivent également être mises en œuvre : se faire vacciner au plus vite, se faire dépister au moindre doute ou si l'on est cas contact, et participer au contact tracing pour aider à stopper toute chaîne de transmission virale. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Transition énergétique, ou la pauvreté du débat d'idée en France

Chaque jour, en France, 265 individus meurent prématurément de la pollution atmosphérique, soit 100 000 par an, selon une estimation de l'université Harvard. Tous les ans, des événements climatiques de plus en plus forts surviennent. Le réchauffement climatique est une réalité, la pollution atmosphérique aussi. Si la France est, certes, productrice d'une électricité plutôt décarbonée - ce qui ne signifie pas sans impact sur l'environnement et les être humains -, elle est encore loin d'avoir activé tous les leviers à sa disposition pour lancer une transition énergétique durable en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et de protection de l'environnement. La justice l'a d'ailleurs encore rappelé au début du mois d'octobre, alors même qu'un récent rapport de l'ONU mettait en garde le monde entier contre une dépendance toujours aussi forte aux énergies fossiles.

L'électricité représente 25% de l'énergie consommée en France, même si cette proportion est amenée à augmenter. Les 75% restants sont les énergies utilisées dans le transport, dans le bâtiment, dans l'industrie... Par exemple, le gaz pour les chaudières hautes températures, le charbon pour les aciéries, le pétrole pour les transports. Nicolas Berghmans, chercheur en politiques climatiques et énergétiques à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), trouve les débats politiques caricaturaux : « Il y a un manque de présentation systémique sur ces enjeux énergétiques. Promouvoir un mix 100% éolien, un mix 100% solaire ou 100% nucléaire n'aurait aucun sens, que ce soit pour un mix électrique, et encore plus pour un mix énergétique ; pour plein de raisons, il faut jouer sur la complémentarité des énergies, les unes avec les autres. ». Sur le mix électrique, qui devrait prendre une part de plus en plus importante dans le mix énergétique, les Français assistent à une opposition caricaturale entre les différents types d'énergie. Pourtant, les six scénarios prévus par Réseau de transport d'électricité (RTE), le gestionnaire des réseaux électriques en France, ne prévoient pas d'opposer systématiquement les énergies renouvelables au nucléaire. Un seul scénario exclut entièrement le nucléaire au profit des énergies renouvelables : avec les annonces récentes du président de la République sur le nucléaire, sa probabilité s'amenuise. De l'autre côté, même le scénario le plus « nucléarisé » se base toujours à 50% sur les énergies renouvelables.

En plus de la décarbonation de la production, deux autres leviers devraient préoccuper les politiques. Nicolas Berghmans appelle à une prise en compte globale de la transition : « Il faut faire évoluer l'ensemble du système énergétique, et pas uniquement remplacer des centrales thermiques par des modes de productions renouvelables ou nucléaires. Cela

veut dire changer la manière de consommer, changer les marchés, développer des interconnexions quand c'est possible. » Le premier levier est celui de la sobriété énergétique, afin de réduire, ou limiter, la demande énergétique. Créer des appareils moins gourmands en électricité, développer les éclairages à faible consommation, réduire l'usage de la lumière et des écrans dans les villes et les foyers, isoler les logements, changer les modes de transports, sont autant de sujets sur lesquels débattre... et agir. Le second levier, plus technique et moins évident, concerne les vecteurs énergétiques dans les usages finaux. Actuellement, la France utilise des énergies fossiles, produites sous forme de liquide, de solide ou de gaz, alors que de nombreuses énergies décarbonées produisent de l'électricité. Il va donc falloir électrifier les usages, comme cela est fait avec les transports, et développer de nouveaux vecteurs d'énergie, comme l'hydrogène par exemple, qui permettront de stocker et de fournir l'électricité produite en amont.

La question de la transition énergétique est globale - elle ne se limite pas à la seule production de l'énergie - et, selon les experts interrogés, doit prendre en compte l'intégralité des secteurs, de la source à la consommation, considérer l'impact de chaque solution sur la nature, les être humains, sans se limiter à la seule question de l'émission de gaz à effets de serre. Dans tous les cas, pour Nicolas Berghmans, « ce qu'il faut bien comprendre, c'est que toutes les énergies viennent avec leurs inconvénients ». Comme pour les énergies, les activités humaines, y compris celles liées à la transition énergétique, ne seront jamais totalement neutres, et sur les gaz à effet de serre et sur leurs impacts environnementaux. Sur cette question, comme sur d'autres le débat est pauvre et ne permet pas d'éclairer les citoyens. On est dans la dictature du tweet, de la « puchline », des modes passagères. Les supercommunicants ont oublié la base, le fond. Est ce à dire que beaucoup font de l'agitation pour masquer leur absence de fond ? Ils ou elles veulent la place pour faire mieux.....mais font-ils bien ? De toute évidence, la génération Covid politique sera aussi vite balayée que la pandémie est survenue. Ils ont en commun, un trait principal, beaucoup de bruit pour rien au fond.

Les erreurs de communication à éviter : l'arrogance, l'excès de confiance et « je pense donc j'ai dit ». Abd-el Senguel Mafoula

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Sondaz komandé par lofis la lang

Dakor pou bande kour dsi listoir La Rényon !

Mwin la fine romark dopi dé zané é dé zané bande rényoné lé domandèr bande kour dsi noute listoir lékol. Sa sé in n'afère mwin la fine konstate par mwin mèm – par l'fète bande rényoné lé domandèr pou zot épi pou zot zanfan.

Pou kossa d'après zot ? Dabor pars kan wi koné pa oussa wi sava, i fo konète oussa wi sorte é sanbe pou mwin nou lé bien dann in shéma konmsa... Dézyèmman ni pé dire lo rényoné i koné pa bien son listoir pars néna in bon boute tan i amontr pi listoir La Rényon dann lékol La Rényon. Mwin lé sir in marmaye dopi li rante matèrnel ziska li sorte avèk son bak-si li sorte avèk so bak-i pé fé toutin parkour pandan kinzan san antande parl listoir La Rényon.- pétète pa zéro kalbass, mé si tèlman pti pé.

Sré intéréssan fé in lankète pou konète si bande rényoné an mazorité i koné bande date inportan dann noute listoir, mi kroi pa la mazorité d'moune i koné sa bien, si zot lé kapab di dé-troi date san troncé... An touléka si i koné pa, mwin lé sir i yèmré konète noute listoir san trikaz san révizyoniz listoir noute péi.

An gro zordi i pé di bande paran lé pour avèk pliss katrovin dis pour san,

avèk vin poin anpliské lo dèrnyé sondaze. Lo bézoin lé la, l'anvi lé la, bande résponsab i doi respèkt la volonté d'moune. Astère konm mwin la fine ékri na poin arien i anpèsh fé listoir La Rényon dann la lang kréol par noute lang lé kapabe anpar in n'afère konmsa san kass noute tète pou vréman.

Astère si ni vé rapèl troi rovandikassion, ni pé di :

Demoune dann zot mazorité i vé in l'ansègnman la lang kréol é lansègnman an kréol in pé oute matyère.

Bande paran i vé zot zanfan i sava lékol é i aprande dann bande klass biling kréol-franssé,

Bande rényoné i vé i aprande listoir La rényon épi la kiltir rényonèz ;

Lédikassyon nassional lé o pyé di mir é sé èl k'i doi mète an mizik so nouvo lansègnman dann noute péi La Rényon.

Justin